

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procuration(s) : 9
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0101

Relative à la validation du bail commercial au profit de la société CARCAS ENVIRONNEMENT

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Sohirat EL HADAD, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départemental absents :

Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération DL_CP2023_0193-A en date du 16 octobre 2023 relatif au principe de délivrance et à la tarification d'AOT et de baux commerciaux sur le domaine du Département ;
- Vu** le rapport n°2024-02161 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission aménagement du territoire, infrastructure et foncier du 10 juin 2024 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

- Article 1 :** De valider la location par bail commercial de la parcelle située à Koungou et cadastrée section AM n°2a d'une superficie de 40 000 m² au profit de la société CARCAS ENVIRONNEMENT ;
- Article 2 :** De fixer le loyer annuel à **50 000 €**, soit un loyer mensuel de **4 166,66 €** par mois pour une surface de 40 000 m² louée. Le 1er versement débutera en janvier 2025, laissant ainsi le temps à la jeune entreprise de réaliser ses investissements et s'établir correctement dans son domaine d'activité ;
- Article 3 :** De décider de la revalorisation du loyer annuel selon le dernier pourcentage de variation de l'indice des prix de construction publiés par l'IEDOM ;
- Article 4 :** D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes s'y rapportant ;
- Article 5 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication «et affichage» et sa transmission au représentant de L'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**



Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 02/07/2024

Reçu en préfecture le 02/07/2024

S²LOW

Publié le

ID : 976-229850003-20240702-DL1206240101-DE

Commune :
KOUNGOU

CABINET DE GEOMETRE-EXPERT
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISE

Numéro d'ordre du document d'arpentage :

Numéro d'ordre du registre de constatation
des droits :

Cachet du service d'origine :

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 56 471 du 30 avril 1956)

Le présent document d'arpentage, certifié par les
propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage :

effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont
copie ci-jointe, dressé le _____ par M _____
géomètre à _____

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des
informations portées au dos de la chemise 6483

A _____, le 24/08/23

Qualité du plan :
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/2000
Date de l'édition : 18/12/2022
Support numérique :

Document d'arpentage dressé par :

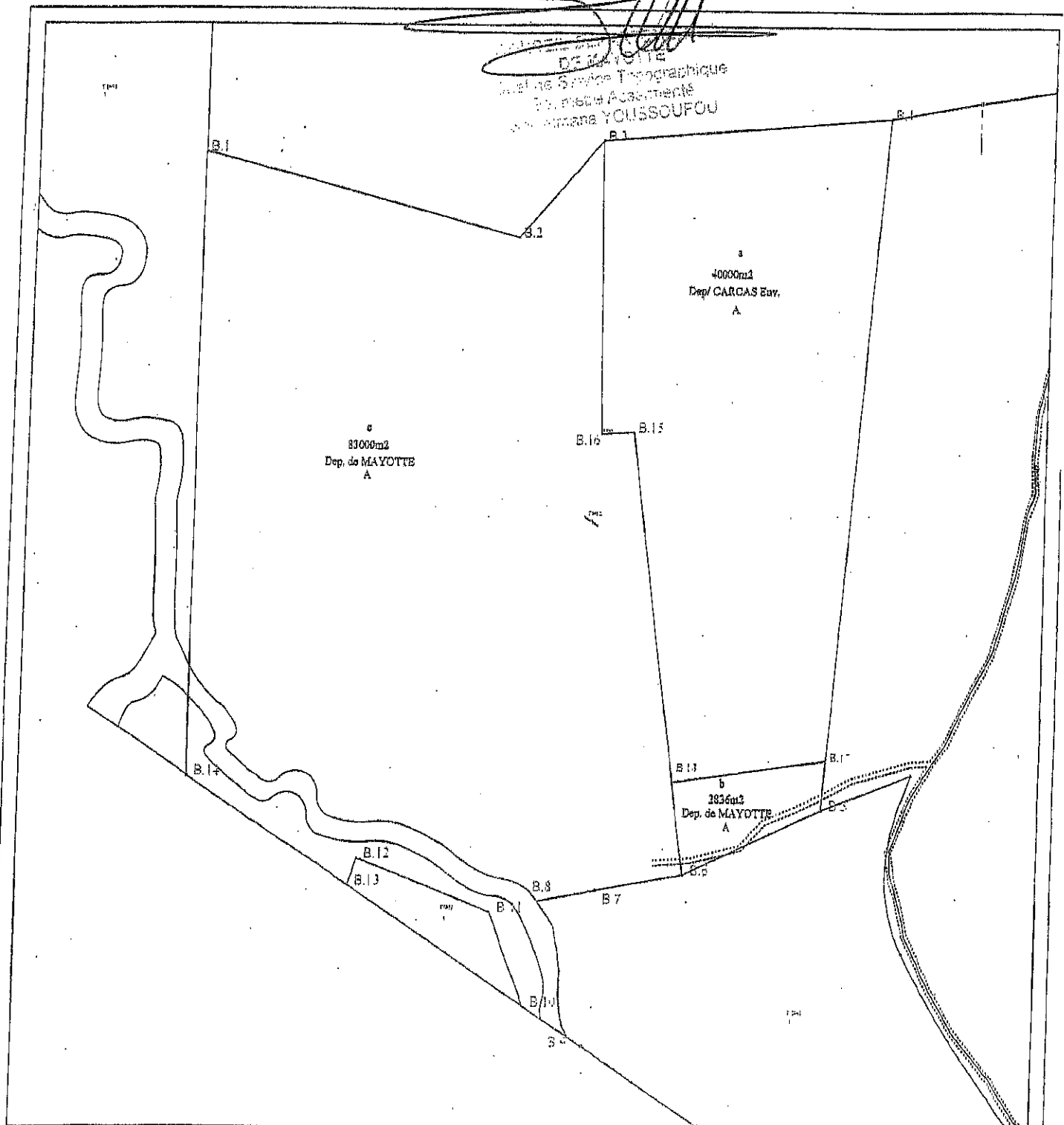
M. GÉRARD BERNARD

à : MAMOUIDZOU

Date : 18/12/2022

Signature : P. BERNARD

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan renouvelé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualité de l'autorité expropriant).



Envoyé en préfecture le 02/07/2024

Reçu en préfecture le 02/07/2024

Publié le

S²LO

ID : 976-229850003-20240702-DL1206240101-DE



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALOISE GARANT

Dressé le 06/12/2021 par :

G. BERNARD Géomètre-Expert D.P.L.G.

G. BERNARD
GÉOMÈTRE-EXPERT D.P.L.G.
19 RUE DE LA PASSERELLE
Tél : 03 88 23 14 83
g.bernard873@gmail.com
Site : 044 884 078 0003

KOUNGOU

Section AM

Echelle 1/2000

83000 m²
b
Dep. de MAYOTTE.

T4652

MATRICULE	X	Y
B.1	518785.04	8592244.79
B.2	518952.98	8592201.71
B.3	518996.87	8592251.44
B.4	519150.93	8592263.88
B.5	519122.41	8591910.80
B.6	519049.76	8591877.31
B.7	519005.44	8591869.27
B.8	518972.29	8591863.26
B.9	518990.66	8591794.24
B.10	518966.11	8591810.00
B.11	518947.27	8591857.81
B.12	518875.85	8591884.80
B.13	518871.04	8591871.03
B.14	518785.22	8591926.13
MATRICULE	X	Y
B.15	519017.97	8592102.19
B.16	519000.24	8592101.06

40000 m²
a

CARCAS Environnement
(AMBOUDI MADI)

B.15

2836 m²
b

MATRICULE	X	Y
B.17	519124.44	8591935.93
B.18	519043.10	8591924.45

Ce plan n'est pas une preuve de propriété

LISTE DES TITULAIRES DE LA PARCELLE AM 0001

1

Personne(s) morale(s)

Raison sociale	Numéro SIREN	Sigle	Droit	Adresse des titulaires de droit
DEPARTEMENT DE MAYOTTE	229850003		P	8 BD HALIDI SELEMANI 97600 MAMOUDZOU

Fermer

Conseil Départemental de Mayotte

Direction Générale des Services

DGA Pôle Aménagement du Territoire
Et Développement Durable

Direction des Affaires Foncières
Et du Patrimoine Immobilier

Service de Gestion de Domaine



Mamoudzou, le 23 décembre 2021

SARL ACBT

9, Impasse ancien Commissariat Zone
NEL

97600 MAMOUDZOU

Monsieur,

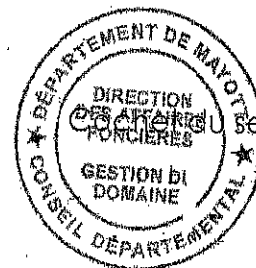
Votre dossier de demande d'acquisition foncière est en cours d'instruction au service du Domaine. Une parcelle de terrain cadastrée sous la section **AM 2 a**, d'une superficie totale de **40000 m²**, sise à **Longoni**, Commune de **KOUNGOU**.

Ci-dessous est enregistré le numéro de votre demande.

2021-0567

Ce numéro est **indispensable** lors de vos demandes d'informations sur le dossier

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



IMPORTANT

Un dépôt de dossier ne confère aucun droit sur le bien concerné et la procédure de cette demande ne devient définitive qu'après accomplissement de toutes les formalités, dont avis favorable de la Commission du Patrimoine Foncier, la Commission Permanente et la signature de l'acte, les deux dernières devant **obligatoirement** intervenir dans le délai d'un an après notification de l'avis de la CPF.

(colonnes 5, 6, 12 à 18 réservées à l'Administration)

ID : 976-229850003-20240702-DL1206240101-DE

